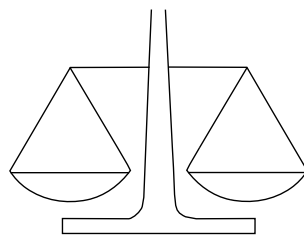


Droit *de la mer*



Division des affaires maritimes et du droit de la mer
Bureau des affaires juridiques

Droit de la mer



Bulletin n° 111

Nations Unies
New York, 2023

NOTE

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les textes des traités et les textes législatifs nationaux contenus dans le Bulletin sont reproduits tels qu'ils ont été transmis au Secrétariat.

En outre, la publication dans le Bulletin d'informations concernant les suites données, en matière de droit de la mer, à des mesures ou des décisions adoptées par des États ne saurait impliquer reconnaissance, de la part de l'Organisation des Nations Unies, de la validité des mesures et décisions en question.

L'enregistrement en application de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies d'un instrument, tel qu'un accord de délimitation des frontières maritimes, présenté par un État Membre n'implique, de la part du Secrétariat, aucun jugement sur la nature de l'instrument, le statut d'une partie ou toute autre question similaire. Le Secrétariat considère que les actes qu'il pourrait être amené à accomplir ne confèrent pas à un instrument la qualité de « traité » ou d'« accord international » si cet instrument n'a pas déjà cette qualité et qu'ils ne confèrent pas à une partie un statut que, par ailleurs, elle ne posséderait pas.

Publication des Nations Unies
eISBN 978-92-1002427-3
ISSN 1815-9591
eISSN 2521-778X

Copyright © Nations Unies, 2023
Tous droits réservés
Imprimé à l'Organisation des Nations Unies, New York

I. CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER

É , , C N U , 'A ' ,
XI C 'A C
, - ()
1

1. Tableau récapitulatif de l'état de la Convention et des accords connexes

Ce tableau récapitulatif est une synthèse non officielle de la participation à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et aux deux accords connexes.

Le symbole (i) indique : i) qu'une déclaration a été faite par l'État lors de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, ou à n'importe quel moment par

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16/11/1994)			Accord relatif à l'application de la partie XI (en vigueur depuis le 28/07/1996)		Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons (en vigueur depuis le 11/12/2001)		
	Signature jour/mois/année	Rati cation/ adhésion jour/mois/année	Déclaration	Signature jour/mois/année	Rati cation/ adhésion jour/mois/année	Signature jour/mois/année	Rati cation/ adhésion jour/mois/année	Déclaration
Andorre								
Angola	10/12/82	05/12/90			07/09/10(a)			
Antigua-et-Barbuda	07/02/83	02/02/89			03/05/16(a)			
Arabie saoudite	07/12/84	24/04/96			24/04/96(p)			
Argentine	05/10/84	01/12/95		29/07/94	01/12/95	04/12/95		
Arménie		09/12/02(a)			09/12/02(a)			
Australie	10/12/82	05/10/94		29/07/94	05/10/94	04/12/95	23/12/99	
Autriche	10/12/82	14/07/95		29/07/94	14/07/95	27/06/96	19/12/03	
Azerbaïdjan		16/06/16(a)			16/06/16(a)			
Bahamas	10/12/82	29/07/83		29/07/94	28/07/95(ps)		16/01/97(a)	
Bahreïn	10/12/82	30/05/85						
Bangladesh	10/12/82	27/07/01			27/07/01(a)	04/12/95	05/11/12	
Barbade	10/12/82	12/10/93		15/11/94	28/07/95(ps)		22/09/00(a)	
Bélarus	10/12/82	30/08/06			30/08/06(a)			
Belgique	05/12/84	13/11/98		29/07/94	13/11/98(p)	03/10/96	19/12/03	
Belize	10/12/82	13/08/83			21/10/94(sd)	04/12/95	14/07/05	
Bénin	30/08/83	16/10/97			16/10/97(p)		02/11/17(a)	
Bhoutan	10/12/82							
Bolivie (État plurinational de)	27/11/84	28/04/95			28/04/95(p)			
Bosnie-Herzégovine		12/01/94(s)			26/05/2021(a)			
Botswana	05/12/84	02/05/90			31/01/05(a)			
Brésil	10/12/82	22/12/88		29/07/94	25/10/07	04/12/95	08/03/00	
Brunéi Darussalam	05/12/84	05/11/96			05/11/96(p)			
Bulgarie	10/12/82	15/05/96			15/05/96(a)		13/12/06(a)	

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16/11/1994)			Accord relatif à l'application de la partie XI (en vigueur depuis le 28/07/1996)		Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons (en vigueur depuis le 11/12/2001)		
	Signature jour/mois/année	Rati cation/ adhésion jour/mois/année	Déclaration	Signature jour/mois/année	Rati cation/ adhésion jour/mois/année	Signature jour/mois/année	Rati cation/ adhésion jour/mois/année	Déclaration
Estonie		26/08/05(a)			26/08/05(a)		07/08/06(a)	
Eswatini	18/01/84	24/09/12		12/10/94	24/09/12(p)			
État de Palestine		02/01/15(a)			02/01/15(p)			
États-Unis d'Amérique				29/07/94		04/12/95	21/08/96	
Éthiopie	10/12/82							
Fédération de Russie	10/12/82	12/03/97			12/03/97(a)	04/12/95	04/08/97	
Fidji	10/12/82	10/12/82		29/07/94	28/07/95	04/12/95	12/12/96	
Finlande	10/12/82	21/06/96		29/07/94	21/06/96	27/06/96	19/12/03	
France	10/12/82	11/04/96		29/07/94	11/04/96	04/12/96	19/12/03	
Gabon	10/12/82	11/03/98		04/04/95	11/03/98(p)	07/10/96		
Gambie	10/12/82	22/05/84						
Géorgie		21/03/96(a)			21/03/96(p)			
Ghana	10/12/82	07/06/83			23/09/16(a)		27/01/17(a)	
Grèce	10/12/82	21/07/95		29/07/94	21/07/95	27/06/96	19/12/03	
Grenade	10/12/82	25/04/91		14/11/94	28/07/95(ps)			
Guatemala	08/07/83	11/02/97			11/02/97(p)			
Guinée	04/10/84	06/09/85		26/08/94	28/07/95(ps)		16/09/05(a)	
Guinée équatoriale	30/01/84	21/07/97			21/07/97(p)			
Guinée-Bissau	10/12/82	25/08/86				04/12/95		
Guyana	10/12/82	16/11/93			25/09/08(a)			
Haïti	10/12/82	31/07/96			31/07/96(p)			
Honduras	10/12/82	05/10/93			28/07/03(a)			
Hongrie	10/12/82	05/02/02			05/02/02(a)		16/05/08(a)	
Îles Cook	10/12/82							

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16/11/1994)			Accord relatif à l'application de la partie XI (en vigueur depuis le 28/07/1996)		Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons (en vigueur depuis le 11/12/2001)		
	Signature jour/mois/année	Rati cation/ adhésion jour/mois/année	Déclaration	Signature jour/mois/année	Rati cation/ adhésion jour/mois/année	Signature jour/mois/année	Rati cation/ adhésion jour/mois/année	Déclaration
Macédoine du Nord		19/08/94(s)			19/08/94(p)			
Madagascar	25/02/83	22/08/01			22/08/01(p)			
Malaisie	10/12/82	14/10/96		02/08/94	14/10/96(p)			
Malawi	07/12/84	28/09/10			28/09/10(p)			
Maldives	10/12/82	07/09/00		10/10/94	07/09/00(p)	08/10/96	30/12/98	
Mali	19/10/83	16/07/85						
Malte	10/12/82	20/05/93		29/07/94	26/06/96		11/11/01(a)	
Maroc	10/12/82	31/05/07		19/10/94	31/05/07	04/12/95	19/09/12	
Maurice	10/12/82	04/11/94			04/11/94(p)		25/03/97(a)	
Mauritanie	10/12/82	17/07/96		02/08/94	17/07/96(p)	21/12/95		
Mexique	10/12/82	18/03/83			10/04/03(a)			
Micronésie (États fédérés de)		29/04/91(a)		10/08/94	06/09/95	04/12/95	23/05/97	
Monaco	10/12/82	20/03/96		30/11/94	20/03/96(p)		09/06/99(a)	
Mongolie	10/12/82	13/08/96		17/08/94	13/08/96(p)			
Monténégro		23/10/06(sd)			23/10/06(sd)			
Mozambique	10/12/82	13/03/97			13/03/97(a)		10/12/08(a)	
Myanmar	10/12/82	21/05/96			21/05/96(a)			
Namibie	10/12/82	18/04/83		29/07/94	28/07/95(ps)	19/04/96	08/04/98	
Nauru	10/12/82	23/01/96			23/01/96(p)		10/01/97(a)	
Népal	10/12/82	02/11/98			02/11/98(p)			
Nicaragua	09/12/84	03/05/00			03/05/00(p)			
Niger	10/12/82	07/08/13			07/08/13(p)			
Nigéria	10/12/82	14/08/86		25/10/94	28/07/95(ps)		02/11/09(a)	
Nioué	05/12/84	11/10/06			11/10/06(p)	04/12/95	11/10/06	
Norvège	10/12/82	24/06/96			24/06/96(a)	04/12/95	30/12/96	

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16/11/1994)			Accord relatif à l'application de la partie XI (en vigueur depuis le 28/07/1996)		Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons (en vigueur depuis le 11/12/2001)		
	Signature jour/mois/année	Rati cation/ adhésion jour/mois/année	Déclaration	Signature jour/mois/année	Rati cation/ adhésion jour/mois/année	Signature jour/mois/année	Rati cation/ adhésion jour/mois/année	Déclaration
République populaire démocratique de Corée	10/12/82							
République tchèque	22/02/93	21/06/96		16/11/94	21/06/96		19/03/07(a)	
République-Unie de Tanzanie	10/12/82	30/09/85		07/10/94	25/06/98			
Roumanie	10/12/82	17/12/96			17/12/96(a)		16/07/07(a)	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		25/07/97(a)		29/07/94				

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16/11/1994)			Accord relatif à l'application de la partie XI (en vigueur depuis le 28/07/1996)		Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons (en vigueur depuis le 11/12/2001)		
	Signature jour/mois/année	Rati cation/ adhésion jour/mois/année	Déclaration	Signature jour/mois/année	Rati cation/ adhésion jour/mois/année	Signature jour/mois/année	Rati cation/ adhésion jour/mois/année	Déclaration
Uruguay	10/12/82	10/12/92		29/07/94	07/08/07	16/01/96	10/09/99	
Vanuatu	10/12/82	10/08/99		29/07/94	10/08/99(p)	23/07/96	15/03/18	
Venezuela (République)								

2. Listes chronologiques des ratifications, adhésions et déclarations de succession

a) Convention des Nations Unies sur le droit de la mer

1. Fidji (10 décembre 1982)
2. Zambie (7 mars 1983)
3. Mexique (18 mars 1983)
4. Jamaïque (21 mars 1983)
5. Namibie (18 avril 1983)
6. Ghana (7 juin 1983)
7. Bahamas (29 juillet 1983)
8. Belize (13 août 1983)
9. Égypte (26 août 1983)
10. Côte d'Ivoire (26 mars 1984)
11. Philippines (8 mai 1984)
12. Gambie (22 mai 1984)
13. Cuba (15 août 1984)
14. Sénégal (25 octobre 1984)
15. Soudan (23 janvier 1985)
16. Sainte-Lucie (27 mars 1985)
17. Togo (16 avril 1985)
18. Tunisie (24 avril 1985)
19. Bahreïn (30 mai 1985)
20. Islande (21 juin 1985)
21. Mali (16 juillet 1985)
22. Iraq (30 juillet 1985)
23. Guinée (6 septembre 1985)
24. République-Unie de Tanzanie (30 septembre 1985)
25. Cameroun (19 novembre 1985)
26. Indonésie (3 février 1986)
27. Trinité-et-Tobago (25 avril 1986)
28. Koweït (2 mai 1986)
29. Nigéria (14 août 1986)
30. Guinée-Bissau (25 août 1986)
31. Paraguay (26 septembre 1986)
32. Yémen (21 juillet 1987)
33. Cabo Verde (10 août 1987)
34. Sao Tomé-et-Principe (3 novembre 1987)
35. Chypre (12 décembre 1988)
36. Brésil (22 décembre 1988)
37. Antigua-et-Barbuda (2 février 1989)
38. République démocratique du Congo (17 février 1989)
39. Kenya (2 mars 1989)
40. Somalie (24 juillet 1989)
41. Oman (17 août 1989)
42. Botswana (2 mai 1990)
43. Ouganda (9 novembre 1990)
44. Angola (5 décembre 1990)
45. Grenade (25 avril 1991)
46. Micronésie (États fédérés de) [29 avril 1991]
47. Îles Marshall (9 août 1991)
48. Seychelles (16 septembre 1991)
49. Djibouti (8 octobre 1991)
50. Dominique (24 octobre 1991)
51. Costa Rica (21 septembre 1992)
52. Uruguay (10 décembre 1992)
53. Saint-Kitts-et-Nevis (7 janvier 1993)
54. Zimbabwe (24 février 1993)
55. Malte (20 mai 1993)
56. Saint-Vincent-et-les Grenadines (1^{er} octobre 1993)
57. Honduras (5 octobre 1993)
58. Barbade (12 octobre 1993)
59. Guyana (16 novembre 1993)
60. Bosnie-Herzégovine (12 janvier 1994)
61. Comores (21 juin 1994)
62. Sri Lanka (19 juillet 1994)
63. Viet Nam (25 juillet 1994)
64. Macédoine du Nord (19 août 1994)
65. Australie (5 octobre 1994)
66. Allemagne (14 octobre 1994)
67. Maurice (4 novembre 1994)
68. Singapour (17 novembre 1994)
69. Sierra Leone (12 décembre 1994)
70. Liban (5 janvier 1995)
71. Italie (13 janvier 1995)
72. Îles Cook (15 février 1995)
73. Croatie (5 avril 1995)
74. Bolivie (État plurinational de) [28 avril 1995]
75. Slovaquie (16 juin 1995)
76. Inde (29 juin 1995)
77. Autriche (14 juillet 1995)
78. Grèce (21 juillet 1995)
79. Tonga (2 août 1995)
80. Samoa (14 août 1995)
81. Jordanie (27 novembre 1995)
82. Argentine (1^{er} décembre 1995)
83. Nauru (23 janvier 1996)
84. République de Corée (29 janvier 1996)
85. Monaco (20 mars 1996)
86. Géorgie (21 mars 1996)
87. France (11 avril 1996)

88. Arabie saoudite (24 avril 1996)
89. Slovaquie (8 mai 1996)
90. Bulgarie (15 mai 1996)
91. Myanmar (21 mai 1996)
92. Chine (7 juin 1996)
93. Algérie (11 juin 1996)
94. Japon (20 juin 1996)
95. Finlande (21 juin 1996)
96. Irlande (21 juin 1996)
97. République tchèque (21 juin 1996)
98. Norvège (24 juin 1996)
99. Suède (25 juin 1996)
100. Pays-Bas (Royaume des) (28 juin 1996)
101. Panama (☞

i 0.416 047 -17

96.

241 TØ~f© -ªÊ1j N Êïð • ai M ai Îles SSp (96.</Actum(98.MC 2n<nITex3<FEFF0009>>> B7e (8 m)3 (a)9 (i 1996))JTJ /Span<</ActualT (s (R)-3 (o)16 (ya)19 (um)4 (e1-5 (q)1

7 n(98.MC (1j /Spem Td0 b 0 Td ()3 <<2003e (8 m)3 (a)9 (i 1996))JTJ /Span<</ActualT (s (R)-333o)16 (ya)19 (um)4 (e4n<</ActualText<FEFF0009>>> BDC -2.547 -1.241 Td ()Tj)3 (a)9 (i L

b) Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention

1. Kenya (29 juillet 1994)
2. Macédoine du Nord (19 août 1994)
3. Australie (5 octobre 1994)
4. Allemagne (14 octobre 1994)
5. Belize (21 octobre 1994)
6. Maurice (4 novembre 1994)
7. Singapour (17 novembre 1994)
8. Sierra Leone (12 décembre 1994)
9. Seychelles (15 décembre 1994)
10. Liban (5 janvier 1995)
11. Italie (13 janvier 1995)
12. Îles Cook (15 février 1995)
13. Croatie (5 avril 1995)
14. Bolivie (État plurinational de)[28 avril 1995]
15. Slovénie (16 juin 1995)
16. Inde (29 juin 1995)
17. Paraguay (10 juillet 1995)
18. Autriche (14 juillet 1995)
19. Grèce (21 juillet 1995)
20. Sénégal (25 juillet 1995)
21. Chypre (27 juillet 1995)
22. Bahamas (28 juillet 1995)
23. Barbade (28 juillet 1995)
24. Côte d'Ivoire (28 juillet 1995)
25. Fidji (28 juillet 1995)
26. Grenade (28 juillet 1995)
27. Guinée (28 juillet 1995)
28. Islande (28 juillet 1995)
29. Jamaïque (28 juillet 1995)
30. Namibie (28 juillet 1995)
31. Nigéria (28 juillet 1995)
32. Ouganda (28 juillet 1995)
33. Serbie (28 juillet 1995)
34. Sri Lanka (28 juillet 1995)
35. Togo (28 juillet 1995)
36. Trinité-et-Tobago (28 juillet 1995)
37. Zambie (28 juillet 1995)
38. Zimbabwe (28 juillet 1995)
39. Tonga (2 août 1995)
40. Samoa (14 août 1995)
41. Micronésie (États fédérés de)
[6 septembre 1995]
42. Jordanie (27 novembre 1995)
43. Argentine (1^{er} décembre 1995)
44. Nauru (23 janvier 1996)
45. République de Corée (29 janvier 1996)
46. Monaco (20 mars 1996)
47. Géorgie (21 mars 1996)
48. France (11 avril 1996)
49. Arabie saoudite (24 avril 1996)
50. Slovaquie (8 mai 1996)
51. Bulgarie (15 mai 1996)
52. Myanmar (21 mai 1996)
53. Chine (7 juin 1996)
54. Algérie (11 juin 1996)
55. Japon (20 juin 1996)
56. Finlande (21 juin 1996)
57. Irlande (21 juin 1996)
58. République tchèque (21 juin 1996)
59. Norvège (24 juin 1996)
60. Suède (25 juin 1996)
61. Malte (26 juin 1996)
62. Pays-Bas (Royaume des) (28 juin 1996)
63. Panama (1^{er} juillet 1996)
64. Mauritanie (17 juillet 1996)
65. Nouvelle-Zélande (19 juillet 1996)
66. Haïti (31 juillet 1996)
67. Mongolie (13 août 1996)
68. Palaos (30 septembre 1996)
69. Malaisie (14 octobre 1996)
70. Brunéi Darussalam (5 novembre 1996)
71. Roumanie (17 décembre 1996)
72. Papouasie-Nouvelle-Guinée (14 janvier 1997)
73. Espagne (15 janvier 1997)
74. Guatemala (11 février 1997)
75. Oman (26 février 1997)
76. Pakistan (26 février 1997)
77. Fédération de Russie (12 mars 1997)
78. Mozambique (13 mars 1997)
79. Îles Salomon (23 juin 1997)
80. Guinée équatoriale (21 juillet 1997)
81. Philippines (23 juillet 1997)
82. Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord (25 juillet 1997)
83. Chili (25 août 1997)
84. Bénin (16 octobre 1997)
85. Portugal (3 novembre 1997)
86. Afrique du Sud (23 décembre 1997)
87. Gabon (11 mars 1998)
88. Union européenne (1^{er} avril 1998)
89. République démocratique populaire lao
(5 juin 1998)
90. République-Unie de Tanzanie (25 juin 1998)
91. Suriname (9 juillet 1998)
92. Népal (2 novembre 1998)
93. Belgique (13 novembre 1998)

94. Pologne (13 novembre 1998)
95. Ukraine (26 juillet 1999)
96. Vanuatu (10 août 1999)
97. Nicaragua (3 mai 2000)
98. Indonésie (2 juin 2000)
99. Maldives (7 septembre 2000)
100. Luxembourg (5 octobre 2000)
101. Bangladesh (27 juillet 2001)
102. Madagascar (22 août 2001)
103. Costa Rica (20 septembre 2001)
104. Hongrie (5 février 2002)
105. Tunisie (24 mai 2002)
106. Cameroun (28 août 2002)
107. Koweït (2 août 2002)
108. Cuba (17 octobre 2002)
109. Arménie (9 décembre 2002)
110. Qatar (9 décembre 2002)
111. Tuvalu (9 décembre 2002)
112. Kiribati (24 février 2003)
113. Mexique (10 avril 2003)
114. Albanie (23 juin 2003)
115. Honduras (28 juillet 2003)
116. Canada (7 novembre 2003)
117. Lituanie (12 novembre 2003)
118. Danemark (16 novembre 2004)
119. Lettonie (23 décembre 2004)
120. Burkina Faso (25 janvier 2005)
121. Botswana (31 janvier 2005)
122. Estonie (26 août 2005)
123. Viet Nam (27 avril 2006)
124. Bélarus (30 août 2006)
125. Nioué (11 octobre 2006)
126. Monténégro (23 octobre 2006)
127. République de Moldova (6 février 2007)
128. Lesotho (31 mai 2007)
129. Maroc (31 mai 2007)
130. Uruguay (7 août 2007)
131. Brésil (25 octobre 2007)
132. Cabo Verde (23 avril 2008)
133. Congo (9 juillet 2008)
134. Guyana (25 septembre 2008)
135. Libéria (25 septembre 2008)
136. Suisse (1^{er} mai 2009)
137. République dominicaine (10 juillet 2009)
138. Tchad (14 août 2009)
139. Angola (7 septembre 2010)
140. Malawi (28 septembre 2010)
141. •aïlande (15 mai 2011)
142. Équateur (24 septembre 2012)
143. Eswatini (24 septembre 2012)
144. Timor-Leste (8 janvier 2013)
145. Niger (7 août 2013)
146. Yémen (13 octobre 2014)
147. État de Palestine (2 janvier 2015)
148. Antigua-et-Barbuda (3 mai 2016)
149. Azerbaïdjan (16 juin 2016)
150. Ghana (23 septembre 2016)
151. Bosnie-Herzégovine (26 mai 2021)

c) Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs

1. Tonga (31 juillet 1996)
 2. Sainte-Lucie (9 août 1996)
 3. États-Unis d'Amérique (21 août 1996)
 4. Sri Lanka (24 octobre 1996)
 5. Samoa (25 octobre 1996)
 6. Fidji (12 décembre 1996)
 7. Norvège (30 décembre 1996)
 8. Nauru (10 janvier 1997)
 9. Bahamas (16 janvier 1997)
 10. Sénégal (30 janvier 1997)
 11. Îles Salomon (13 février 1997)
 12. Islande (14 février 1997)
 13. Maurice (25 mars 1997)
 14. Micronésie (États fédérés de) [23 mai 1997]
 15. Fédération de Russie (4 août 1997)
 16. Seychelles (20 mars 1998)
 17. Namibie (8 avril 1998)
 18. Iran (République islamique d') [17 avril 1998]
 19. Maldives (30 décembre 1998)
 20. Îles Cook (17 avril 1998)
20. Îles Cook (17 avril 1998)
20. Seychelles (20 B98) <</ActualText>> BDC -2.2y 20. Namibie (8 avrvpñ Î½Å(ÞÀ €Ö ~@pÿ Iran (Républiqb0 (uee 1998))rr

II. INFORMATIONS JURIDIQUES RELATIVES À LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER

T

République arabe d'Égypte

Coordonnées géographiques de la limite de la mer territoriale
et de la zone économique exclusive de la République arabe d'Égypte

(système géodésique WGS84)

[...]⁷

⁷ Le tableau des coordonnées peut être consulté à l'adresse suivante : www.un.org/depts/los/LEGISLATIONANDTREATIES/PDFFILES/22tlecree595.pdf

III.

IV. AUTRES INFORMATIONS RELATIVES AU DROIT DE LA MER

A.

État partie	Nominations	Date du dépôt de la notification auprès du Secrétaire général
Japon	M. Hisashi Owada, juge de la Cour internationale de Justice, arbitre	28 septembre 2000
	M. Shunji Yanai, juge, président du Tribunal international du droit de la mer, conciliateur et arbitre	4 octobre 2013
	M. Masaharu Yanagihara, professeur à l'Université ouverte du Japon, conciliateur et arbitre	25 septembre 2017
	M. Shigeki Sakamoto, professeur à l'Université Doshisha, arbitre	25 septembre 2017
Liban	M. Joseph Akl, juge du Tribunal international du droit de la mer, arbitre	31 janvier 2014
	M. Francis Zandrarendritambahoaka Marson, arbitre	6 avril 2018
Madagascar	M ^{me} Leonide Ylenia Randrianarisoa, conciliatrice et arbitre	6 avril 2018
	M. Pablo Ferrara, arbitre	6 avril 2018
	M. Ioannis Konstantinidis, arbitre	6 avril 2018
	M. Jean Baptiste Beresaka, conciliateur	6 avril 2018
	M. Charles Sylvain Rabotoarison, conciliateur	6 avril 2018
	M. Dominique Jean Olivier Rakotozafy, conciliateur	6 avril 2018
	M. Dheerendra Kumar Dabee, GOSK, SC, solliciteur général, arbitre	5 novembre 2014
Maurice	M. Milan J. N. Meetarbhan, GOSK, ambassadeur, représentant permanent de Maurice, arbitre	5 novembre 2014
	M ^{me} Aruna Devi Narain, conseillère parlementaire, arbitre	5 novembre 2014
	M. Philippe Sands, QC, professeur, arbitre	5 novembre 2014
Mexique	M. Alberto Székely Sánchez, ambassadeur, conseiller spécial du Secrétaire aux affaires relatives aux eaux internationales, arbitre	9 décembre 2002
	M. Alonso Gómez Robledo Verduzco, chercheur à l'Institut de recherche juridique de l'Université autonome nationale du Mexique, membre du Comité juridique interaméricain de l'Organisation des États américains, arbitre	9 décembre 2002
	M. Agustín Rodríguez Malpica Esquivel, capitaine de frégate, JN LD DEM, chef du groupe juridique du secrétariat de la Marine, arbitre	9 décembre 2002
	M. Juan Jorge Quiroz Richards, lieutenant de frégate, SJN LD, secrétariat de la Marine, arbitre	9 décembre 2002
	M. José Luis Vallarta Marrón, ambassadeur, ancien Représentant permanent du Mexique auprès de l'Autorité internationale des fonds marins, conciliateur	9 décembre 2002
	M. Alejandro Sobarzo, membre de la délégation nationale auprès de la Cour permanente d'arbitrage, conciliateur	9 décembre 2002
	M. Joel H3m1172002	

État partie	Nominations	Date du dépôt de la notification auprès du Secrétaire général
Nouvelle-Zélande	M ^{me} Elana Geddis, avocate plaidante, ancienne conseillère juridique au Ministère des affaires étrangères et du commerce, conciliatrice et arbitre	31 mai 2019
	M. Donald MacKay, consultant indépendant et professeur au Centre national australien pour les ressources océaniques et la sécurité de l'Université de Wollongong, ancien chef de la division juridique du Ministère des affaires étrangères et du commerce et ancien ambassadeur auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York et à Genève, conciliateur et arbitre	31 mai 2019
	M ^{me} Joanna Mossop, professeure associée à la faculté de droit de l'Université Victoria de Wellington, conciliatrice et arbitre	31 mai 2019
	M ^{me} Penelope Ridings, MNZM, avocate plaidante, ancienne directrice de la Division juridique du Ministère des affaires étrangères et du commerce, conciliatrice et arbitre	31 mai 2019
Pays-Bas (Royaume des Pays-Bas)	M. E. Hey, arbitre	9 février 1998
	M. A. Soons, professeur, arbitre	9 février 1998
	M ^{me} Liesbeth Lijnzaad, professeure, conseillère juridique du Ministère des affaires étrangères, conciliatrice et arbitre	14 février 2017
	M. Alex Oude Elferink, professeur, directeur de l'Institut néerlandais pour le droit de la mer, arbitre	14 février 2017
	M. René Lefeber, professeur, conseiller juridique adjoint du Ministère des affaires étrangères, conciliateur	14 février 2017
Pologne	M. Stanislaw Pawlak, conciliateur et arbitre	14 mai 2004
	M ^{me} Maria Dragun-Gertner, conciliatrice et arbitre	14 mai 2004
	M. Cezary Mik, professeur, conciliateur et arbitre	7 juin 2022
	M. Konrad Marciniak, docteur, conciliateur et arbitre	7 juin 2022
Portugal	M. José Manuela Pureza, professeur, conciliateur	5 octobre 2011
	M. João Madureira, conciliateur	5 octobre 2011
	M. Mateus Kowalski, conciliateur	5 octobre 2011
	M. Tiago Pitta e Cunha, conciliateur	5 octobre 2011
	M. Nuno Sérgio Marques Antunes, professeur, arbitre	5 octobre 2011
République de Corée	M. Jin-Hyun Paik, professeur, conciliateur et arbitre	14 février 2013
République tchèque	M. Václav Mikulka, conciliateur et arbitre	27 mars 2014
République-Unie de Tanzanie	M. James Kateka, ambassadeur, juge du Tribunal international du droit de la mer, conciliateur et arbitre	18 septembre 2013
Roumanie	M. Bogdan Aurescu, secrétaire d'État auprès du Ministre des affaires étrangères, membre de la Cour permanente d'arbitrage, arbitre	2 octobre 2009
	M. Cosmin Dinescu, directeur général des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères, arbitre	2 octobre 2009
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Sir Michael Wood, conciliateur et arbitre	2 novembre 2010
	Sir Elihu Lauterpacht, QC, conciliateur et arbitre	19 février 1998, 2 novembre 2010
	M. Vaughan LowM	

État partie	Nominations	Date du dépôt de la notification auprès du Secrétaire général
Saint-Vincent-et-les Grenadines	M. Peter Henri Fredericus Bekker, professeur et titulaire de la chaire de droit international, Centre de droit et de politiques en matière d'énergie, de pétrole et de minéraux de l'Université de Dundee (Royaume-Uni), directeur et fondateur de l'Institut DOLFIN (Dundee Ocean and Lake Frontiers Institute and Neutrals) et membre du barreau de New York, conciliateur et arbitre	15 avril 2021
Singapour	M. S. Jayakumar, professeur de droit à l'Université nationale de Singapour, conciliateur et arbitre	5 avril 2016
	M. Tommy Koh, professeur de droit à l'Université nationale de Singapour, ambassadeur itinérant, conciliateur et arbitre	5 avril 2016
	M. Chan Sek Keong, juge en chef à la retraite, ancien procureur général, conciliateur et arbitre	5 avril 2016
	M. Lionel Yee Woon Chin, solliciteur général, conciliateur et arbitre	5 avril 2016
Slovaquie	M. Marek Smid, département de droit international du Ministère des affaires étrangères, conciliateur	9 juillet 2004
	M. Peter Tomka, juge de la Cour internationale de Justice, arbitre	9 juillet 2004
Soudan	M. Sayed Shawgi Hussain, arbitre	8 septembre 1995
	M. Ahmed Elmufti, arbitre	8 septembre 1995
	M. Abd Elrahman Elkhalifa, conciliateur	8 septembre 1995
	M. Sayed Eltahir Hamadalla, conciliateur	8 septembre 1995
Sri Lanka	M. M. S. Aziz, PC, conciliateur et arbitre	17 janvier 1996
	M. C. W. Pinto, secrétaire général du Tribunal des différends irano-américains de La Haye, conciliateur et arbitre	17 septembre 2002
Suède	M ^{me} Marie Jacobsson, conseillère juridique principale en droit international du Ministère des affaires étrangères, arbitre	2 juin 2006
	M. Said Mahmoudi, professeur de droit international à l'Université de Stockholm, arbitre	2 juin 2006
Suisse	M ^{me} Laurence Boisson de Chazournes, professeure, arbitre	14 octobre 2014
	M. Andrew Clapham, professeur, arbitre	14 octobre 2014
	M. Lucius Ca isch, professeur, arbitre	14 octobre 2014
	M. Robert Kolb, professeur, arbitre	14 octobre 2014
Thaïlande	M. Kriangsak Kittichaisaree, ambassadeur du Royaume de Thaïlande en Fédération de Russie, conciliateur et arbitre	24 juillet 2017
Trinité-et-Tobago	M. Cecil Bernard, juge de la Cour industrielle de la République de Trinité-et-Tobago, arbitre	17 novembre 2004

État partie	Nominations	Date du dépôt de la notification auprès du Secrétaire général
	M. Pham Quang Hieu, Ministre adjoint des affaires étrangères du Viet Nam, conciliateur	15 mai 2020
	M. Huynh Minh Chinh, ambassadeur, ancien vice-président de la Commission nationale des frontières, Ministère vietnamien des affaires étrangères, conciliateur	15 mai 2020
	M ^{me} Nguyen Thi Thanh Ha, ambassadrice, ancienne Directrice générale du Département du droit international et des traités, Ministère vietnamien des affaires étrangères, ancienne membre de la Cour permanente d'arbitrage (2012–2018), conciliatrice	15 mai 2020
Viet Nam	M. Nguyen Quy Binh, ancien vice-président de la Commission nationale des frontières, ancien Directeur général du Département du droit international et des traités, Ministère vietnamien des affaires étrangères, ancien membre de la Cour permanente d'arbitrage (2012–2018), conciliateur	15 mai 2020
	M. Robert Beckman, professeur associé, Chef du Programme relatif au droit et aux politiques maritimes du Centre de droit international de l'Université nationale de Singapour, arbitre	15 mai 2020
	M. Nguyen Hong Thao, professeur associé à l'Académie diplomatique du Viet Nam, membre de la Commission du droit international (2017–2021), arbitre	15 mai 2020
	M ^{me} Nguyen Thi Lan Anh, professeure associée à l'Académie diplomatique du Viet Nam, arbitre	15 mai 2020
	M. Nguyen Dang Thang, Directeur général de la Commission nationale des frontières, Ministère des affaires étrangères, membre de la Cour permanente d'arbitrage, arbitre	15 mai 2020

B.

Numéro de notation zone maritime	État	Articles de la Convention
M.Z.N.1.1995.LOS du 8 mars 1995	Allemagne	16.2, 75.2
M.Z.N.2.1996.LOS du 20 février 1996	Oman	22.4, 41.6 ¹²
M.Z.N.3.1996.LOS du 5 mars 1996	Australie	22.4, 41.6
M.Z.N.4.1996.LOS du 25 mars 1996	Allemagne	22.4, 41.6
M.Z.N.5.1996.LOS du 19 avril 1996	Italie	16.2, 75.2
M.Z.N.6.1996.LOS du 30 juin 1996	Chypre	16.2
M.Z.N.7.1996.LOS du 5 juillet 1996	Chine	16.2
M.Z.N.8.1996.LOS du 21 juillet 1996	Finlande	16.2
M.Z.N.9.1996.LOS du 25 août 1996	Norvège	75.2, 84.2
M.Z.N.10.1996.LOS du 16 septembre 1996	Argentine	16.2
M.Z.N.11.1996.LOS du 16 octobre 1996	Jamaïque	47.9
M.Z.N.12.1997.LOS du 27 janvier 1997	Myanmar	16.2
M.Z.N.13.1997.LOS du 27 janvier 1997	Costa Rica	75.2
M.Z.N.14.1997.LOS du 6 juin 1997	Japon	16.2
M.Z.N.15.1997.LOS du 7 août 1997	Roumanie	16.2
M.Z.N.16.1997.LOS du 30 septembre 1997	Finlande	16, 75.2, 84.2
M.Z.N.17.1998.LOS du 7 mai 1998	Sao Tomé-et-Principe	47.9, 75.2
M.Z.N.18.1998.LOS du 23 juin 1998	Japon	16.2
M.Z.N.19.1998.LOS du 23 juin 1998	Espagne	75.2
M.Z.N.20.1998.LOS du 19 août 1998	Japon	16.2
M.Z.N.21.1998.LOS du 30 novembre 1998	Japon	16.2
M.Z.N.22.1998.LOS du 16 décembre 1998	Tunisie	16.2
M.Z.N.23.1999.LOS du 19 février 1999	Nauru	16.2, 75.2
M.Z.N.24.1999.LOS du 19 juin 1999	Belgique	16.2, 84.2
M.Z.N.25.1999.LOS du 2 juin 1999	Guinée équatoriale	16.2, 75.2
M.Z.N.26.1999.LOS du 3 juin 1999	Japon	16.2
M.Z.N.27.1999.LOS du 4 juin 1999	Pakistan	16.2, 75.2
M.Z.N.28.1999.LOS du 28 juin 1999	Japon	16.2, 75.2
M.Z.N.29.1999.LOS du 29 juillet 1999	Chili	16.2, 75.2, 84.2
M.Z.N.30.1999.LOS du 30 juillet 1999	Uruguay	16.2, 75.2
M.Z.N.31.1999.LOS du 11 octobre 1999	Gabon	16.2
M.Z.N.32.2000.LOS du 14 mars 2000	Norvège	75.2, 84.2
M.Z.N.33.2000.LOS du 28 mars 2000	Japon	16.2
M.Z.N.34.2000.LOS du 14 avril 2000	Espagne	75.2
M.Z.N.35.2000.LOS du 17 avril 2000	Honduras	16.2
M.Z.N.36.2000.LOS du 18 septembre 2000	Australie	12, 16.2
M.Z.N.37.2000.LOS du 29 septembre 2000	Chili	16.2, 75.2, 84.2

¹¹ Les notations zone maritime sont disponibles en anglais et en français à l'adresse suivante : www.un.org/Depts/los/LEGISLATIONANDTREATIES/depositpublicity.htm.

¹² Depuis 1997, les États s'acquittent auprès de l'Organisation maritime internationale des obligations de publicité à l'égard des voies de circulation et des dispositifs de séparation du trafic, conformément aux articles 22, 41 et 53 de la Convention, entre autres.

Numéro de notation zone maritime	État	Articles de la Convention
M.Z.N.38.2001.LOS du 8 juin 2001	Norvège	16.2
M.Z.N.39.2002.LOS du 20 juin 2002	Norvège	16.2
M.Z.N.40.2002.LOS du 20 septembre 2002	Norvège	16.2
M.Z.N.41.2002.LOS du 8 octobre 2002	Papouasie-Nouvelle-Guinée	47.9
M.Z.N.42.2002.LOS du 4 décembre 2002	Pays-Bas (Royaume des)	16.2
M.Z.N.43.2002.LOS du 13 décembre 2002	Madagascar	16.2
M.Z.N.44.2003.LOS du 7 mai 2003	Seychelles	75.2, 84.2
M.Z.N.45.2003.LOS du 3 décembre 2003	Norvège	16.2
M.Z.N.46.2004.LOS du 12 mars 2004	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	75.2
M.Z.N.47.2004.LOS du 20 avril 2004	Chypre	75.2
M.Z.N.48.2004.LOS du 27 mai 2004	Brésil	16.2
M.Z.N.49.2004.LOS du 27 mai 2004	Trinité-et-Tobago	16.2, 47.9
M.Z.N.50.2004.LOS du 30 août 2004	Brésil	75.2
M.Z.N.51.2004.LOS du 17 septembre 2004	Chine	16.2, 75.2, 84.2
M.Z.N.52.2004.LOS du 9 décembre 2004	Viet Nam	16.2, 75.2, 84.2
M.Z.N.53.2005.LOS du 20 avril 2005	Norvège	16.2
M.Z.N.54.2005.LOS du 8 septembre 2005	Lettonie	16.2, 75.2
M.Z.N.55.2005.LOS du 8 septembre 2005	Croatie	75.2
M.Z.N.56.2006.LOS du 8 mars 2006	Nouvelle-Zélande	16.2, 75.2, 84.2
M.Z.N.57.2006.LOS du 7 avril 2006	Lituanie	16.2, 75.2, 84.2
M.Z.N.58.2006.LOS du 25 avril 2006	Kenya	16.2, 75.2
M.Z.N.59.2006.LOS du 6 septembre 2006	Irlande	75.2
M.Z.N.60.2007.LOS du 17 décembre 2007	Fidji	16.2, 47.9, 75.2
M.Z.N.61.2008.LOS du 14 mars 2008	Japon	16.2
M.Z.N.62.2008.LOS du 24 juin 2008	Palaos	75.2
M.Z.N.63.2008.LOS du 27 juin 2008	Maurice	16.2, 47.9
M.Z.N.64.2008.LOS du 23 décembre 2008	Myanmar	16.2
M.Z.N.65.2008.LOS du 23 décembre 2008	Bahamas	47.9
M.Z.N.66.2009.LOS du 10 mars 2009	Émirats arabes unis	16.2
M.Z.N.67.2009.LOS du 25 mars 2009	Indonésie	47.9
M.Z.N.68.2009.LOS du 31 mars 2009	Seychelles	16.2, 47.9, 75.2, 84.2
M.Z.N.69.2009.LOS du 21 avril 2009	Philippines	47.9
M.Z.N.70.2009.LOS du 8 juin 2009	Seychelles	16.2, 47.9
M.Z.N.71.2009.LOS du 8 juin 2009	Cuba	75.2
M.Z.N.72.2009.LOS du 8 juin 2009	Mexique	76.9
M.Z.N.73.2009.LOS du 26 octobre 2009	Irlande	76.9
M.Z.N.74.2009.LOS du 18 décembre 2009	France	75.2
M.Z.N.75.2009.LOS du 22 décembre 2009	Grenade	16.2, 47.9
M.Z.N.76.2010.LOS du 17 février 2010	Inde	16.2
M.Z.N.77.2010.LOS du 25 mars 2010	Arabie saoudite	16.2
M.Z.N.78.2010.LOS du 20 juillet 2010	Vanuatu	16.2, 47.9
M.Z.N.79.2010.LOS du 24 août 2010	Liban	75.2
M.Z.N.79.2010.LOS.Add.1 du 9 novembre 2010	Liban	75.2

Numéro de notation zone maritime	État	Articles de la Convention
M.Z.N.80.2010.LOS du 6 décembre 2010	France	75.2
M.Z.N.81.2011.LOS du 3 mai 2011	France	16.2, 75.2
M.Z.N.82.2011.LOS du 9 mai 2011	Comores	47.9
M.Z.N.83.2011.LOS du 9 mai 2011	Iraq	16.2
M.Z.N.84.2011.LOS du 13 juillet 2011	Lettonie	16.2
M.Z.N.85.2011.LOS du 14 novembre 2011	Liban	75.2
M.Z.N.86.2012.LOS du 3 juillet 2012	France	75.2
M.Z.N.87.2012.LOS du 3 juillet 2012	France	75.2
M.Z.N.88.2012.LOS du 17 juillet 2012	Philippines	76.9
M.Z.N.88.2012.LOS.Add.1 du 8 mars 2018	Philippines	76.9, 84.2
M.Z.N.89.2012.LOS du 21 septembre 2012	Chine	16.2
M.Z.N.90.2012.LOS du 10 octobre 2012	Équateur	16.2, 75.2
M.Z.N.91.2012.LOS du 8 novembre 2012	Maurice et Seychelles	84.2
M.Z.N.92.2012.LOS du 9 novembre 2012	Australie	76.9, 84.2
M.Z.N.93.2013.LOS du 7 janvier 2013	République-Unie de Tanzanie	16.2
M.Z.N.94.2013.LOS du 22 février 2013	France	75.2
M.Z.N.95.2013.LOS du 12 juin 2013	France	16.2
M.Z.N.96.2013.LOS du 13 août 2013	Îles Cook	75.2, 84.2
M.Z.N.97.2013.LOS du 4 septembre 2013	Fédération de Russie	75.2
M.Z.N.98.2013.LOS du 4 septembre 2013	Tuvalu	16.2, 47.9, 75.2, 84.2
M.Z.N.99.2013.LOS du 11 octobre 2013	Nicaragua	16.2
M.Z.N.100.2014.LOS du 4 février 2014	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	75.2, 84.2
M.Z.N.101.2014.LOS du 4 février 2014	France	16.2
M.Z.N.102.2014.LOS du 29 avril 2014	Nioué	16.2, 75.2, 84.2
M.Z.N.103.2014.LOS du 26 juin 2014	Belgique	16.2, 75.2, 84.2
M.Z.N.104.2014.LOS du 30 juin 2014	Îles Cook	75.2, 84.2
M.Z.N.105.2014.LOS du 30 juin 2014	Îles Cook	75.2, 84.2
M.Z.N.106.2014.LOS du 3 juillet 2014	Somalie	16.2, 75.2
M.Z.N.107.2014.LOS du 4 août 2014	Îles Cook	75.2
M.Z.N.108.2014.LOS du 22 septembre 2014	Saint-Vincent-et-les Grenadines	16.2, 47.9
M.Z.N.109.2014.LOS du 3 décembre 2014	France	16.2
M.Z.N.110.2014.LOS du 19 décembre 2014	Nioué	75.2, 84.2
M.Z.N.111.2015.LOS du 2 janvier 2015	Kiribati	16.2, 47.9, 75.2
M.Z.N.112.2015.LOS du 7 janvier 2015	Yémen	16.2
M.Z.N.113.2015.LOS du J 16.0	Yémen	
M13.2015.LOS du J 16.0		

Numéro de notation zone maritime	État	Articles de la Convention
M.Z.N.122.2016.LOS du 11 août 2016	Pakistan	76.9, 84.2
M.Z.N.123.2016.LOS du 28 octobre 2016	Koweït	16.2
M.Z.N.124.2016.LOS du 21 novembre 2016	Fédération de Russie	76.9
M.Z.N.125.2017.LOS du 8 février 2017	Qatar	16.2
M.Z.N.126.2017.LOS du 21 mars 2017	Équateur	75.2, 84.2
M.Z.N.127.2017.LOS du 12 avril 2017	Soudan	16.2
M.Z.N.128.2017.LOS du 25 août 2017	France	16.2, 75.2
M.Z.N.129.2017.LOS du 17 août 2017	États fédérés de Micronésie	75.2
M.Z.N.130.2017.LOS du 1 ^{er} septembre 2017	République de Corée	16.2
M.Z.N.131.2017.LOS du 6 juin 2018	Suriname	16.2, 76.9, 84.2
M.Z.N.132.2018.LOS du 8 mars 2018	France	16.2
M.Z.N.133.2018.LOS du 8 mars 2018	République du Congo	16.2, 75.2
M.Z.N.134.2018.LOS du 26 avril 2018	Samoa	16.2
M.Z.N.135.2018.LOS du 17 avril 2018	Algérie	75.2
M.Z.N.136.2018.LOS du 26 avril 2018	Vanuatu	75.2, 84.2
M.Z.N.137.2018.LOS du 26 avril 2018	Îles Salomon	75.2, 84.2
M.Z.N.138.2018.LOS du 29 juin 2018	Ghana	16.2, 75.2, 84.2
M.Z.N.139.2018.LOS du 31 août 2018	Espagne	75.2
M.Z.N.140.2018.Rev.LOS du 18 décembre 2018	Nouvelle-Zélande	76.9, 84.2
M.Z.N.141.2018.LOS du 18 décembre 2018	Nicaragua	16.2
M.Z.N.142.2019.LOS du 26 février 2019	France	16.2, 75.2
M.Z.N.143.2019.LOS du 8 avril 2019	Australie	16.2
M.Z.N.144.2019.LOS du 7 mai 2019	République de Chypre	75.2, 84.2
M.Z.N.145.2019.LOS du 26 juin 2019	Panama	16.2
M.Z.N.146.2019.LOS du 26 août 2019	Tuvalu	75.2, 84.2
M.Z.N.147.2019.LOS du 28 août 2019	Madagascar	16.2
M.Z.N.148.2020.LOS du 6 octobre 2020	Togo	16.2, 75.2
M.Z.N.149.2019.LOS du 6 décembre 2019	France	16.2, 75.2, 84.2
M.Z.N.150.2019.LOS du 6 décembre 2019	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	75.2
M.Z.N.151.2020.LOS du 20 janvier 2020	États fédérés de Micronésie	16.2, 75.2
M.Z.N.152.2021.LOS du 5 février 2021	Grèce	75.2
M.Z.N.153.2021.LOS du 16 août 2021	Îles Cook	16.2, 75.2
M.Z.N.154.2021.LOS du 17 septembre 2021	Bénin	16.2, 75.2
M.Z.N.155.2021.LOS du 5 octobre 2021	Chili	16.2, 75.2, 84.2
M.Z.N.156.2021.LOS du 2 décembre 2021	Argentine	76.9
M.Z.N.157.2022.LOS du 2 mars 2022	Iraq	16.2
M.Z.N.158.2022.LOS du 27 mai 2022	Irlande	16.2
M.Z.N.159.2022.LOS du 2 août 2022	Malaisie	16.2
M.Z.N.160.2022.LOS du 20 septembre 2022	Émirats arabes unis	16.2
M.Z.N.161.2022.LOS du 31 octobre 2022	Liban	16.2
M.Z.N.162.2023.LOS du 12 janvier 2023	Égypte	16.2, 75.2

Numéro de notification	plateau continental	Demande
CLCS.84.2019.LOS du 20 décembre 2022	Canada :	océan Arctique
CLCS.85.2019.LOS du 18 décembre 2019	Malaisie :	mer de Chine méridionale
CLCS.86.2020.LOS du 21 décembre 2020	Demande conjointe du Costa Rica et de l'Équateur : bassin de Panama	
CLCS.87.2020.LOS du 21 décembre 2020	Chili :	plateau continental oriental de la province de l'île de Pâques
CLCS.88.2020.LOS du 30 décembre 2020	Indonésie :	région située au sud-ouest de Sumatra
CLCS.89.2022.LOS du 2 mars 2022	Chili :	plateau continental occidental de son territoire antarctique
CLCS.90.2022.LOS du 4 mars 2022	Équateur :	région méridionale de la ride de Carnegie
CLCS.91.2022.LOS du 13 avril 2022	Maurice :	région nord de l'archipel des Chagos
CLCS.92.2022.LOS du 25 avril 2022	États fédérés de Micronésie :	zone située au nord de Yap
CLCS.93.2022.LOS du 19 août 2022	Indonésie :	zone du sud de Java et du sud de Nusa Tenggara

1. Recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande présentée par la Fédération de Russie le 20 décembre 2001, adoptées après modification le 27⁵ juin 2002
2. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental concernant la demande présentée par le Brésil le 17 mai 2004, adoptées après modification le 4 avril 2007.
3. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande partielle au sujet de la zone aboutant la plaine abyssale de Porcupine présentée par l'Irlande le 25 mai 2005, adoptées le 5 avril 2007.
4. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande présentée par l'Australie le 15 novembre 2004, adoptées le 9 avril 2008.
5. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande présentée par la Nouvelle-Zélande le 19 avril 2006, adoptées le 22 août 2008.
6. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental concernant la demande conjointe au sujet de la zone de la mer Celtique et du golfe de Gascogne présentée par l'Espagne, la France, l'Irlande et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le 19 mai 2006, adoptées le 24 mars 2009.
7. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental concernant la demande au sujet de zones de l'océan Arctique, de la mer de Barents et de la mer de Norvège présentée par la Norvège le 27 novembre 2006, adoptées après modification le 27 mars 2009.
8. Recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande au sujet du polygone ouest du golfe du Mexique présentée par le Mexique le 13 décembre 2007, adoptées le 31 mars 2009.
9. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental concernant la demande au sujet des zones de la Guyane française et de la Nouvelle-Calédonie présentée par la France le 22 mai 2007, adoptées le 2 septembre 2009.
10. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande présentée par la Barbade le 8 mai 2008, adoptées après modification le 15 avril 2010.
11. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental au sujet de la demande concernant l'île de l'Ascension présentée par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le 9 mai 2008, adoptées après modification le 15 avril 2010.
12. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental concernant la demande au sujet du nord-ouest de l'île de Sumatra présentée par l'Indonésie le 16 juin 2008, adoptées le 28 mars 2011.
13. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental au sujet de la demande conjointe concernant la région du plateau des Mascareignes présentée par Maurice et les Seychelles le 1^{er} décembre 2008, adoptées le 30 mars 2011.
14. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental concernant la demande présentée le 5 décembre 2008 par le Suriname, adoptées après modification le 30 mars 2011.
15. Recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande concernant la région de Benham Rise présentée par les Philippines le 8 avril 2009, adoptées le 12 avril 2012.
16. Recommandations de la Commission des limites du plateau continental au sujet de la demande révisée présentée par la Barbade le 25 juillet 2011, adoptées après modification le 13 avril 2012.

¹⁴ Les recommandations et résumés de recommandations de la Commission des limites du plateau continental concernant les demandes présentées par des États côtiers sont disponibles à l'adresse suivante : www.un.org/Depts/los/clcs_new/commission_submissions.htm.

¹⁵ Pour un résumé des recommandations, voir A/57/57/Add.1, par. 38-41.

17. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental au sujet de la demande partielle concernant les Antilles françaises et les îles Kerguelen présentée par la République française le 5 février 2009, adoptées après modification le 19 avril 2012.
18. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande présentée par le Japon le 12 novembre 2008, adoptées après modification le 19 avril 2012.
19. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande partiellement révisée concernant la mer d'Okhotsk présentée par la Fédération de Russie le 28 février 2013, adoptées après modification le 11 mars 2014.
20. Recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande partielle concernant le plateau continental au nord des îles Féroé présentée par les gouvernements du Royaume du Danemark et des îles Féroé le 29 avril 2009, adoptées après modification le 12 mars 2014.
21. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental concernant la demande présentée par le Ghana le 28 avril 2009, adoptées après modification le 5 septembre 2014.
22. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental au sujet de la demande présentée par la République islamique du Pakistan le 30 avril 2009, adoptées après modification le 13 mars 2015.
23. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande concernant la zone du bassin d'Ægir et les parties occidentale et méridionale de la dorsale de Reykjanes présentée par l'Islande le 29 avril 2009, adoptées après modification le 10 mars 2016.
24. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental au sujet de la demande présentée par l'Argentine le 21 avril 2009, adoptées après modification le 11 mars 2016.
25. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande concernant le plateau de Manihiki présentée par les Îles Cook le 16 avril 2009, adoptées après modification le 19 août 2016.
26. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la es (t)-ies de,

34. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande modifiée présentée par la République de Côte d'Ivoire le 24 mars 2016, adoptées après modification le 5 février 2020.
35. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande partielle concernant la Réunion et les îles Saint-Paul et Amsterdam présentée par la France le 8 mai 2009, adoptées après modification le 4 mars 2020.
36. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande partielle révisée concernant l'océan Arctique présentée par la Fédération de Russie, adoptées après modification le 6 février 2023.
37. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande conjointe concernant le secteur de l'archipel de Crozet et des îles du Prince-Édouard présentée par l'Afrique du Sud et la France, adoptées après modification le 7 mars 2023.
38. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande présentée par le Kenya, adoptées après modification le 7 mars 2023.

